

## Document d'Orientation Stratégique 1<sup>ère</sup> Réunion interrégionale à Rennes le 9 février 2010

# UN D.O.S. : STRESS !

Le Directeur Général des Finances Publiques a décidé d'organiser à travers toute la France plusieurs réunions interrégionales sur le Document d'Orientation Stratégique (DOS). Sont conviés à la restitution de ces travaux, les agents ayant participé aux ateliers.

### UN DOS

Décliné dans les différentes filières de la DGFIP, le DOS aurait pour objet de faire un état des lieux des différents métiers exercés à la DGFIP. Il devrait également définir les orientations stratégiques à l'horizon 2012 et servira de cadre de référence pour les objectifs annuels de la Direction Générale.

**Pour le Syndicat F.O.-DGFIP, la démarche DOS s'est faite en éludant totalement la question des moyens**, question que la Direction Générale renvoie au CTPC annuel sur les Emplois. (Pour mémoire, F.O.-DGFIP a quitté la réunion du CTPC du 30 novembre dernier sur le sujet au motif que l'Administration ne voulait pas ouvrir le débat sur l'adéquation des moyens et des missions).

### STRESS

Pendant ce temps, le maintien de la politique dogmatique du Gouvernement de non renouvellement de plus de la moitié des départs en retraite continue d'amplifier la dégradation des conditions de travail des personnels, quand ce n'est pas la dégradation pure et simple de leur état de santé. Alors que de plus en plus de collègues craquent dans les services et dans les postes comptables, la Direction Générale veut constamment nous faire croire qu'elle peut indéfiniment supprimer des emplois sans augmenter le stress des agents.

**Le DOS participera de cette politique permettant d'anticiper les pseudo gains d'efficacité toujours affirmés mais jamais démontrés.**

**Le D.O.S. ne doit pas devenir un nouvel outil à détruire les missions et à augmenter le stress des agents !!!**

## Audience intersyndicale avec M. PARINI, le Directeur Général

En marge de cette 1<sup>ère</sup> grand-messe consacrée au D.O.S., M. Parini a reçu les organisations syndicales (FO-DGFiP, CGT, CFDT et SNUI) pendant près de 2 heures.

Après que les représentants syndicaux aient rappelé leurs revendications en matière d'emplois, de pouvoir d'achat, de conditions de travail dégradées et leur opposition à la RGPP et la loi sur la mobilité (si chères au ministre Woerth), M. Parini a répondu aux questions comme un directeur général peut et sait y répondre.

Ci-dessous et de manière synthétique, l'essentiel des échanges :

### 1. Effectifs et missions

- L'ensemble des syndicats a dénoncé la politique dogmatique de suppression d'emplois et ses conséquences directes en matière de dégradation des conditions de travail et du service public.
- Non seulement M. PARINI a répondu qu'il se devait de mettre en œuvre la politique de productivité, mais il a tenu, comme le matin, à préciser que, lui-même, partageait les options de cette politique : « la DGFIP doit participer à l'effort général de productivité et d'efficacité ». Il a conscience des difficultés et des conditions de travail et ne « chipotera pas sur les moyens à engager pour le recrutement de médecins de prévention ou d'assistants sociaux ».
- M. Parini a répété, au cours de la journée, que le périmètre des missions de la DGFIP n'évoluerait pas et qu'à tout commentaire contraire il disait « stop » et encore « stop ».

### 2. Loi « Mobilité »

- M PARINI rappelle l'engagement du ministre Woerth, lors du lancement de la fusion DGI-DGCP, de garantir le maintien dans la même résidence administrative. Il garantit le maintien du maillage administratif dans le but de faciliter la gestion des agents aux emplois supprimés.

### 3. La prime de fonction et de résultat (PFR)

- Pour les cadres supérieurs, la PFR est logique. Par contre, s'agissant d'une structure collective, le dispositif d'intéressement est conservé... alors que ce dispositif d'intéressement n'est plus d'actualité avec la disparition de tout contrat pluriannuel de performance ...

### 4. L'informatique

- M PARINI veut garder les implantations informatiques des CSI et DI actuelles (tout en leur donnant le statut de centres autonomes).
- La DGFIP a besoin d'une informatique de qualité : les informaticiens produisent des résultats de qualité qui permettront de « ré-internaliser » certains projets.
- Un nouveau « Schéma Directeur Informatique » va être relancé.

### 5. La réforme de la Dépense et des Pensions

- Centre régionaux des Pensions : leur nombre sera réduit à 12 en lieu et place des 20 existants.
- Les agents concernés par ces suppressions de structure auront vocation à rejoindre les services de la Dépense aux missions proches de leurs actuelles missions.

## Conclusions syndicales

- La 1<sup>ère</sup> d'une série de réunions interrégionales, cette opération de communication de grande envergure avec un déploiement impressionnant de moyens (logistique, accueil, sécurité sans omettre le somptueux buffet déjeunatoire) et un coût - sans nul doute - démesuré... Il est des lignes de crédits budgétaires plus faciles que d'autres à alimenter !!!
- Des compte-rendu interrégionaux des ateliers départementaux qui ont débouché sur des propositions auxquelles le directeur général s'est engagé à apporter, à chacune d'elles, réponses, positives ou... négatives !!!
- Pour toute la sphère syndicale, les propos volontairement apaisants du Directeur général n'ont apporté aucune solution à tous les problèmes exposés, sinon des promesses, encore des promesses.
- **Face à tous les dangers présents et à venir (missions, emplois, conditions de travail, rémunérations, carrières), il n'est que temps d'une réaction massive avec une action unitaire**